La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Janvier 2004 : excédent budgétaire de 346 millions de dollars

Un excédent budgétaire de 346 millions de dollars a été enregistré en janvier 2004, soit 257 millions de plus que l'excédent recalculé de 89 millions de dollars enregistré en janvier 2003. D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires ont augmenté de 284 millions de dollars et les charges de programmes, de 171 millions. Pour leur part, les frais de la dette publique ont reculé de 144 millions de dollars.

D'avril 2003 à janvier 2004 : excédent budgétaire de 5,5 milliards de dollars

L'excédent budgétaire est estimé à 5,5 milliards de dollars pour la période allant d'avril 2003 à janvier 2004, en baisse de 1,7 milliard de dollars par rapport à l'excédent de 7,2 milliards constaté pour la période correspondante de 2002-2003. D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires ont augmenté de 2,9 milliards de dollars, ou 2,0 %, témoignant principalement de la vigueur des rentrées au titre de l'impôt des particuliers et des sociétés, qui a été compensée dans une certaine mesure par le recul des rentrées au titre des taxes et droits d'accise. La faible croissance générale des revenus cette année traduit l'impact économique de certains chocs nationaux qui ont touché l'économie canadienne en 2003. Les charges de programmes ont augmenté de 6,0 milliards de dollars, ou 5,7 %, principalement à cause de nouvelles initiatives de dépenses annoncées dans les récents budgets et de l'augmentation des frais de fonctionnement. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,5 milliard de dollars, ou 4,8 %, en raison du fléchissement des taux d'intérêt.

Janvier 2004 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire de 346 millions de dollars affiché en janvier 2004 dépasse de 257 millions de dollars l'excédent de 89 millions enregistré en janvier 2003, alors que la hausse des revenus de l'impôt sur le revenu et la baisse des frais de la dette publique ont plus que compensé le recul des revenus d'autres sources et la progression des charges de programmes.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, établis à 14,6 milliards de dollars, ont augmenté de 0,3 milliard, ou 2 %.

- Les revenus de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 3,4 %, ce qui est surtout attribuable à la hausse des retenues à la source découlant de l'augmentation du nombre d'emplois et du revenu des particuliers.
- Les revenus de l'impôt des sociétés ont progressé de 0,3 milliard de dollars, ou 17,4 %, pour atteindre 1,9 milliard par suite de l'augmentation des recettes brutes.
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,2 milliard de dollars, ou 6,2 %, toutes les composantes ayant baissé. Les revenus provenant de la taxe sur les produits et services (TPS) ont reculé de 0,1 milliard de dollars, ou 5,6 %. En dépit du recul marqué des remboursements, les recettes brutes tirées des ventes nationales et des biens importés ont également régressé par suite de la faiblesse des ventes au détail en décembre. Les droits de douane à l'importation ont reculé de 19,3 %, tandis que les taxes de vente et d'accise ont régressé de 3,3 %.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont reculé de 2,2 % étant donné que la réduction des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales pour 2004 est de 1,98 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 2,10 $ en 2003) a compensé la progression de l'emploi et donc du nombre de personnes versant des cotisations.
- Les autres revenus, soit les revenus tirés des sociétés d'État, de la vente de produits et services, et des opérations de change, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 13,2 %. Cette composante est très instable et varie d'un mois à l'autre.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes en janvier 2004, qui s'établissent à 11,3 milliards de dollars, ont dépassé de 0,2 milliard de dollars, ou 1,5 %, celles de janvier 2003. Les paiements de transfert ont progressé de 0,5 %, tandis que les autres charges de programmes ont augmenté de 3,8 %.

Les paiements de transfert ont connu une hausse de 0,5 %, d'une année sur l'autre, la hausse au chapitre des transferts aux particuliers et aux autres administrations ayant en large part été annulée par la diminution des subventions et des autres transferts.

- Les principaux transferts aux particuliers, à savoir les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont affiché une hausse de 3,3 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 4,0 % en raison de la hausse de la moyenne des prestations, attribuable à la hausse de l'inflation au début de 2003, et de l'accroissement du nombre de personnes admissibles aux prestations. Les versements de prestations d'assurance-emploi ont progressé de 2,3 %, principalement sous l'effet d'une augmentation des prestations moyennes.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour programmes permanents, ont connu une hausse de 9,2 %. L'augmentation d'une année sur l'autre s'explique surtout par la hausse du TCSPS en espèces, par suite de l'entente conclue en février 2003 par les premiers ministres pour bonifier l'aide financière, la faisant passer de 18,6 milliards de dollars en 2002-2003 à 20,3 milliards de dollars en 2003-2004. Les transferts fiscaux, qui se composent de la péréquation, des paiements aux gouvernements territoriaux, des subventions législatives et des recouvrements ayant trait aux allocations aux jeunes, ont augmenté de 7,4 %. Les droits à péréquation, la principale composante des paiements de transfert fiscal, sont fondés sur les prévisions officielles de septembre 2003. Les résultats de février 2004 feront état des prévisions officielles de 2003-2004 qui viennent d'être révisées.
- Les subventions et autres transferts ont régressé de 0,3 milliard de dollars, ou 14,2 %, en raison principalement de la diminution des subventions agricoles, des transferts aux Autochtones ainsi que des transferts au titre du développement industriel et régional. La baisse d'une année sur l'autre reflète surtout le calendrier des paiements.

Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense et les sociétés d'État. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 3,8 %, l'augmentation des dépenses liées à la défense et de toutes les autres charges des ministères et organismes ayant grandement neutralisé la baisse des transferts globaux aux sociétés d'État.

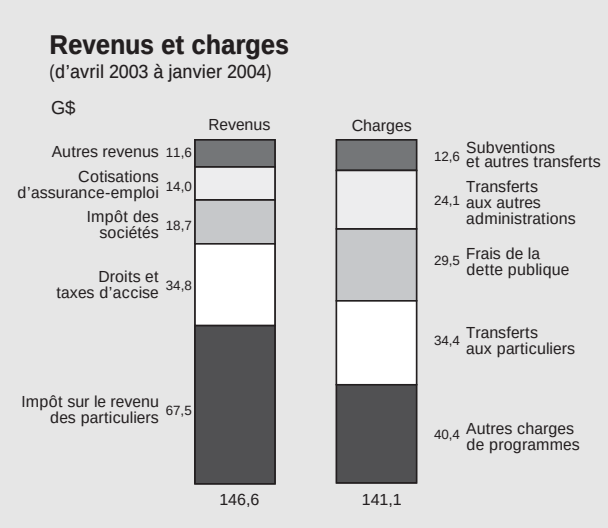
Les frais de la dette publique ont diminué de 4,6 %, en raison principalement d'une baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêt.

D'avril 2003 à janvier 2004 : résultats budgétaires

Au cours des dix premiers mois de l'exercice 2003-2004, un excédent budgétaire de 5,5 milliards de dollars a été enregistré, soit une détérioration d'une année sur l'autre de 1,7 milliard de dollars par rapport à l'excédent de 7,2 milliards de dollars affiché pour la période correspondante de l'exercice 2002-2003. La diminution de l'excédent est attribuable à l'incidence sur les revenus du ralentissement économique résultant d'une série de chocs survenus dans l'économie canadienne. Elle découle aussi des initiatives de dépenses et de la réduction des impôts annoncées dans les derniers budgets.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, qui s'établissent à 146,6 milliards de dollars, ont augmenté de 2,9 milliards de dollars, ou 2,0 %.

- Les revenus de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,1 milliard de dollars, ou 1,6 %. Cette hausse est attribuable à l'augmentation des versements d'impôt sur les revenus d'emploi, étant donné que l'emploi et, par conséquent, le nombre de Canadiens qui paient de l'impôt ont progressé par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse a été quelque peu atténuée par les mesures de réduction d'impôt annoncées dans les budgets précédents.



En outre, l'augmentation des revenus de l'impôt sur le revenu des particuliers a été touchée par la croissance modérée du revenu des particuliers qui a progressé de 2,7 % en 2003, en baisse par rapport à 3,3 % en 2002, sous l'effet des chocs qui ont frappé l'économie canadienne en 2003. Tout compte fait, la croissance des impôts sur le revenu des particuliers jusqu'à maintenant correspond à la croissance des revenus des particuliers rajustée en fonction de l'incidence des mesures de réduction d'impôt annoncées dans les budgets précédents.

- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont augmenté de 3,7 milliards de dollars, ou 24,8 %, par suite de l'augmentation marquée des bénéfices des sociétés en 2003 et de la diminution des remboursements. Les bénéfices des sociétés ont progressé de 10,1 % en 2003, en hausse par rapport aux 4,3 % enregistrés en 2002.
- Les droits et taxes d'accise ont diminué de 1,4 milliard de dollars. D'une année sur l'autre, les revenus de TPS ont chuté de 5,6 %, sous le coup des baisses des recettes brutes de TPS sur les importations et de la faiblesse des recettes brutes tirées des ventes nationales. De plus, les remboursements ont marqué une hausse appréciable du fait de la forte croissance de la construction résidentielle et de l'accroissement des dépenses dans le secteur des municipalités, des universités et des hôpitaux. Les taxes de vente et d'accise ont progressé de 3,2 %, tandis que les droits de douane à l'importation ont diminué de 9,7 %, traduisant la baisse du nombre d'importations assujetties à ces droits.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 3,5 % étant donné que la réduction des taux de cotisation a largement compensé l'incidence de l'augmentation du nombre de personnes détenant un emploi.
- Les autres revenus ont progressé de 0,4 %.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes pour la période allant d'avril 2003 à janvier 2004 ont augmenté de 6,0 milliards de dollars, ou 5,7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2002-2003.

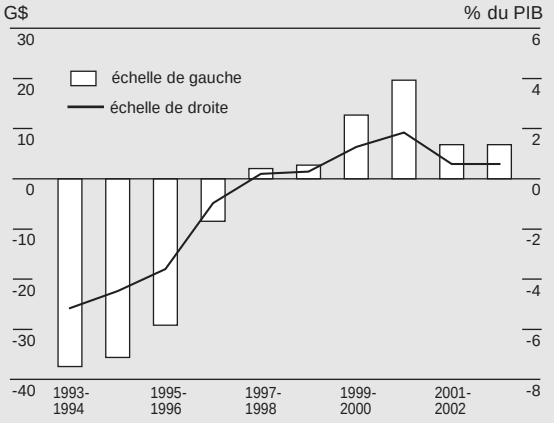
Les paiements de transfert ont progressé de 3,9 milliards de dollars, ou 5,8 %.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou 4,3 %. Les prestations aux aînés se sont accrues de 4,9 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont progressé de 3,4 % en raison d'une augmentation du nombre de bénéficiaires et d'une hausse des prestations hebdomadaires moyennes.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou 6,1 %, traduisant principalement la hausse des droits au titre du TCSPS.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 1,1 milliard de dollars, ou 9,4 %, principalement sous l'incidence des mesures budgétaires et de l'augmentation de l'aide financière accordée aux agriculteurs.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 2,1 milliards de dollars, ou 5,6 %, toutes les composantes ayant enregistré une hausse. La majoration des charges des sociétés d'État, de la Défense et de tous les autres ministères et organismes est essentiellement attribuable à l'accroissement des charges de fonctionnement et aux mesures stratégiques annoncées dans les budgets antérieurs.

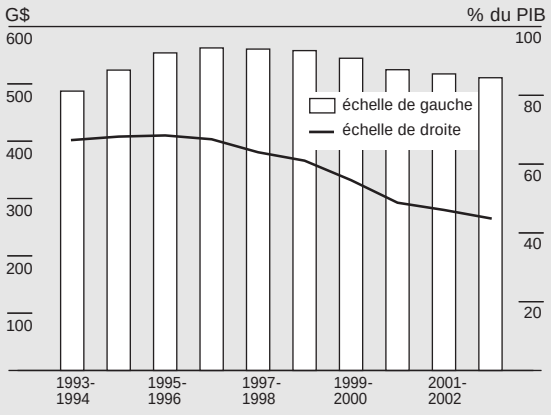
Les frais de la dette publique ont diminué de 4,8 %, en raison principalement d'une baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêt.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Besoins financiers de 3,1 milliards d'avril 2003 à janvier 2004

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 8,7 milliards de dollars au cours des 10 premiers mois de 2003-2004, en hausse de 0,3 milliard de dollars par rapport aux besoins de la période correspondante de l'exercice 2002-2003. Les créditeurs, les débiteurs, les charges à payer et les provisions ont augmenté de 2 milliards de dollars, augmentation qui s'explique essentiellement par les transferts en espèces dans les fonds de fiducie établis dans le budget de 2003 pour le supplément en espèces du TCSPS (2,5 milliards de dollars) et le Fonds pour l'achat d'équipement médical et diagnostique (1,5 milliard de dollars). Le passif au titre de ces transferts vers les fonds de fiducie a été établi en 2002-2003 et a eu une incidence sur le solde budgétaire de cet exercice. Toutefois, les paiements en espèces à ces fiducies influent sur les opérations non budgétaires et les besoins financiers du présent exercice. L'incidence globale de ces paiements sur les opérations non budgétaires a été en partie compensée par la hausse des fonds nets provenant d'opérations de change.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 5,5 milliards de dollars et de besoins nets de 8,7 milliards de dollars pour les opérations non budgétaires, les besoins financiers se sont élevés à 3,1 milliards de dollars pour la période allant d'avril 2003 à janvier 2004.

Activités nettes de financement en baisse de 7,9 milliards de dollars

Les besoins financiers de 3,1 milliards de dollars ont été comblés par une réduction des soldes de trésorerie du gouvernement et une diminution du montant net des activités de financement de 7,9 milliards de dollars réalisée principalement par l'entremise d'une baisse des opérations sur la dette non échue, surtout des bons négociables. Par conséquent, les soldes de trésorerie ont régressé de 11 milliards de dollars. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de janvier 2004, les soldes de trésorerie s'établissaient à 3,7 milliards de dollars.

Note aux lecteurs

Depuis avril 2003, La revue financière présente les résultats financiers selon la comptabilité d'exercice intégrale. La nouvelle présentation a nécessité la refonte des résultats mensuels publiés précédemment pour 2002-2003. Elle a aussi entraîné un certain nombre de modifications au chapitre de la classification et de la terminologie.

Dans le cadre du budget de 2003, le gouvernement a mis en œuvre l'engagement de présenter ses états financiers suivant la comptabilité d'exercice intégrale. Auparavant, ces derniers étaient préparés d'après la comptabilité d'exercice modifiée. La comptabilité d'exercice intégrale permet de présenter un état plus complet de l'actif et du passif, et de donner une image plus claire de la situation financière du gouvernement. Selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, le solde budgétaire reflète mieux l'évolution de la conjoncture économique, plutôt que d'être à la remorque des événements de l'exercice précédent. Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés recommande que les instances supérieures des administrations publiques adoptent cette norme comptable. Celle-ci a aussi été fortement recommandée par le vérificateur général du Canada et le Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes.

Le passage à la comptabilité d'exercice intégrale a une incidence surtout sur les revenus fiscaux et les actifs non financiers (les immobilisations). Les revenus fiscaux sont désormais comptabilisés dans la période à laquelle ils se rapportent, et non lorsqu'ils sont reçus, comme c'était le cas avec la méthode modifiée. D'après la comptabilité d'exercice intégrale, le coût des immobilisations est maintenant réparti sur la période de vie utile de ces actifs. Selon la méthode modifiée, ces coûts étaient constatés durant l'année de leur acquisition. Pour de plus amples renseignements sur la mise en œuvre et l'incidence de la comptabilité d'exercice intégrale, voir l'annexe 6 du *Plan budgétaire de 2003*, à l'adresse www.fin.gc.ca.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	janvier		d'avril à janvier	
	2003	2004	2002-2003	2003-2004
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	14 363	14 647	143 754	146 629
Charges				
Charges de programmes	-11 138	-11 309	-105 514	-111 535
Frais de la dette publique	-3 136	-2 992	-31 024	-29 545
Solde budgétaire (déficit ou excédent)[1]	89	346	7 216	5 549
Opérations non budgétaires	2 332	2 227	-8 381	-8 686
Ressources ou besoins financiers	2 421	2 573	-1 164	-3 137
Variation nette dans les activités de financement	-1 434	-6 186	-5 964	-7 897
Variation nette dans l'encaisse	987	-3 613	-7 126	-11 034
Encaisse à la fin de la période			4 822	3 666

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

[1] En vertu de la comptabilité d'exercice modifiée, un excédent de 18 millions de dollars a été enregistré en janvier 2003.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	janvier			d'avril à janvier		
	2003	2004	variation	2002-2003	2003-2004	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 455	6 676	3,4	66 457	67 543	1,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1 587	1 863	17,4	14 962	18 668	24,8
Autres impôts sur le revenu	562	469	-16,5	2 510	2 493	-0,7
Total des impôts sur le revenu	8 604	9 008	4,7	83 929	88 704	5,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 355	2 224	-5,6	25 333	23 902	-5,6
Droit de douane à l'importation	254	205	-19,3	2 663	2 406	-9,7
Taxes de vente et d'accise	749	724	-3,3	7 934	8 188	3,2
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	29	23	-20,7	325	335	3,1
Total des taxes et droits d'accise	3 387	3 176	-6,2	36 255	34 831	-3,9
Total des revenus fiscaux	11 991	12 184	1,6	120 184	123 535	2,8
Cotisations d'assurance-emploi	1 442	1 410	-2,2	14 474	13 962	-3,5
Autres revenus	930	1 053	13,2	9 096	9 132	0,4
Total des revenus budgétaires	14 363	14 647	2,0	143 754	146 629	2,0

Tableau 3
Charges budgétaires

	janvier			d'avril à janvier		
	2003	2004	variation	2002-2003	2003-2004	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 178	2 265	4,0	21 352	22 389	4,9
Prestations d'assurance-emploi	1 407	1 439	2,3	11 646	12 041	3,4
Total	3 585	3 704	3,3	32 998	34 430	4,3
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 550	1 691	9,1	15 500	16 916	9,1
Transferts fiscaux	727	781	7,4	9 356	9 332	-0,3
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-210	-214	1,9	-2 101	-2 116	0,7
Total	2 067	2 258	9,2	22 755	24 132	6,1
Subventions et autres transferts						
Agriculture	328	135	-58,8	694	1 091	57,2
Affaires étrangères	225	317	40,9	1 285	1 621	26,1
Santé	192	199	3,6	1 244	1 432	15,1
Développement des ressources humaines	116	178	53,4	1 207	1 164	-3,6
Affaires indiennes et du Nord	393	332	-15,5	3 388	3 519	3,9
Industrie et développement régional	152	83	-45,4	1 482	1 577	6,4
Autres	517	405	-21,7	2 235	2 218	-0,8
Total	1 923	1 649	-14,2	11 535	12 622	9,4
Total des paiements de transfert	7 575	7 611	0,5	67 288	71 184	5,8
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	78	89	14,1	914	970	6,1
Société canadienne d'hypothèques et de logement	159	158	-0,6	1 578	1 699	7,7
Autres	164	121	-26,2	1 655	1 854	12,0
Total	401	368	-8,2	4 147	4 523	9,1
Défense	695	810	16,5	8 970	9 588	6,9
Tous les autres ministères et organismes	2 467	2 520	2,1	25 109	26 240	4,5
Total des autres charges de programmes	3 563	3 698	3,8	38 226	40 351	5,6
Total des charges de programmes	11 138	11 309	1,5	105 514	111 535	5,7
Frais de la dette publique	3 136	2 992	-4,6	31 024	29 545	-4,8
Total des charges budgétaires	14 274	14 301	0,2	136 538	141 080	3,3

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	janvier		d'avril à janvier	
	2003	2004	2002-2003	2003-2004
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	89	346	7 216	5 549
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissements en immobilisations	-283	-185	-1 823	-1 364
Autres activités d'investissements	-321	-371	-1 012	-917
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	2 812	2 710	-8 615	-10 609
Opérations de change	-146	-166	654	1 799
Amortissement des immobilisations corporelles	270	239	2 415	2 405
Total des autres activités	2 936	2 783	-5 546	-6 405
Total des opérations non budgétaires	2 332	2 227	-8 381	-8 686
Ressources ou besoins financiers nets	2 421	2 573	-1 164	-3 137

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	janvier		d'avril à janvier	
	2003	2004	2002-2003	2003-2004
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	2 421	2 573	-1 164	-3 137
Augmentation (+)/diminution (-) nettes dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-460	-60	-9 317	-12 213
Bons du Trésor	-1 350	-6 600	8 800	5 600
Obligations d'épargne du Canada	-44	32	-1 701	-1 534
Autres	-1	0	-19	91
Total	-1 855	-6 628	-2 237	-8 056
Emprunts en devises	-83	124	-2 345	-383
Total	-1 938	-6 504	-4 582	-8 439
Comptes de pension et autres comptes	504	318	-1 382	542
Variation nette dans les activités de financement	-1 434	-6 186	-5 964	-7 897
Variation dans l'encaisse	987	-3 613	-7 126	-11 034

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2003	31 janvier 2004	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	79 384	71 898	-7 486
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	288 245	276 032	-12 213
Bons du Trésor	104 411	110 011	5 600
Obligations d'épargne du Canada	22 584	21 050	-1 534
Autres	3 371	3 462	91
Total partiel	418 611	410 555	-8 056
Payable en devises	21 141	20 757	-384
Total de la dette non échue	439 752	431 312	-8 440
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	125 708	127 739	2 031
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	38 844	38 845	1
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	7 093	5 815	-1 278
Autres régimes de retraite et autres comptes	9 359	9 147	-212
Total des régimes de retraite et autres comptes	181 004	181 546	542
Total de la dette portant intérêt	620 756	612 858	-7 897
Total du passif	700 140	684 756	-15 384
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	62 626	54 321	-8 305
Comptes d'opérations de change	48 950	47 151	-1 799
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	23 748	25 079	1 331
Total des actifs financiers	135 324	126 551	-8 773
Dette nette	564 816	558 205	-6 611
Actifs non financiers	54 240	53 178	-1 062
Dette fédérale (déficit accumulé)	510 576	505 027	-5 549

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Mars 2004